

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°214 du lundi 07 mars 2022 - Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Nombre de partis politiques P.2
Le premier imam de Kankan fait une proposition au CNT



Lansana Kouyaté à l'AG du PEDN

P.3

« Pressons-nous lentement, avec discernement,... »

Durée de la Transition
Les exigences du FNDC

P.3



CRIEF

Le procureur Aly Touré menacé!

P.4



Ministère des Affaires étrangères

L'opposant Diabaty Doré descend en flammes le ministre Morissanda Kouyaté

P.6

Ukraine

P.5

Le colonel Mamadi Doumbouya offre 100 mille dollars aux Guinéens en difficulté.

Terrorisme

P.8

27 soldats tués dans une attaque jihadiste dans le centre du Mali



Edito à vue d'Aigle

Les risques d'un divorce entre le CNRD et les acteurs sociopolitiques

Six mois après l'avènement du CNRD, à sa tête le colonel Mamadi Doumbouya, de plus en plus de Guinéens se disent à la fois confus et inquiets par rapport à la direction prise par le train de la transition dans leur pays. A la chute du régime d'Alpha Condé, dans les circonstances que l'on sait, nombreux sont en effet ceux qui ont pensé, naïvement peut-être, que les manifestations de rue et les violences sont désormais derrière nous...P2

Edito à vue d'Aigle



Les risques d'un divorce entre le CNRD et les acteurs sociopolitiques

Six mois après l'avènement du CNRD, à sa tête le colonel Mamadi Doumbouya, de plus en plus de Guinéens se disent à la fois confus et inquiets par rapport à la direction prise par le train de la transition dans leur pays. A la chute du régime d'Alpha Condé, dans les circonstances que l'on sait, nombreux sont en effet ceux qui ont pensé, naïvement peut-être, que les manifestations de rue et les violences sont désormais derrière nous.

Aujourd'hui, ils commencent vraiment à se poser des questions. Tous les Guinéens épris de paix et de quiétude sociale ont ainsi été désagréablement surpris de constater le retour des manifestations de rue sur l'Axe (fief de l'UFDG de Cellou Dalein Diallo) dans la nuit du dimanche 27 février. Des manifestations qui, de l'avis des observateurs, ne seraient pas étrangères aux ennuis judiciaires de deux poids lourds de la scène politique guinéenne, Cellou Dalein Diallo de l'UFDG et Sidya Touré de l'UFR. Ces derniers, on le sait, ont été sommés de quitter leurs domiciles respectifs. Ils ont par la suite décidé d'attaquer cette décision administrative devant la justice. Mais ce qui devait arriver est arrivé le lendemain, c'est-à-dire le lundi 28 février. Ce jour-là, très tôt, la juge des référés du TPI de Dixinn s'est déclarée incompétente à statuer dans cette affaire. Ce qui a amené leur avocat, Me Salifou Beavogui, à leur conseiller de quitter les lieux avant 10h. Les deux anciens Premiers ministres de feu Lansana Conté ont finalement fait preuve de sagesse en libérant les lieux. Que chacun accepte donc de mettre de l'eau dans son vin. Les manifestations violentes avec leur lot de morts et de destruction de biens publics et privés, les Guinéens n'en veulent plus. Tout doit être mis en œuvre pour la réussite de cette transition

par l'organisation d'élections libres et transparentes de la base au sommet.

Dans toutes ses sorties, le tombeur d'Alpha Condé ne cesse de dire que la justice la boussole pour tout le monde pendant cette transition. C'est dans ce cadre que le Patrimoine bâti public a certainement demandé aux occupants des domaines et bâtiments de l'État (à Dixinn, à la Cité ministérielle, au Petit bateau, à la Minière) de quitter avant le 28 février à 10 heures. Mais pour des raisons évidentes, c'est le cas des leaders politiques (Mamadou Cellou Dalein de l'UFDG et Sidya Touré de l'UFR) qui a aussitôt donné lieu à des commentaires et à des interprétations de toutes sortes. La récupération des biens de l'Etat est à saluer mais elle doit se faire dans les règles de l'art, et qu'on ne fasse du tort à aucun Guinéen.

A signaler que des acteurs de la société civile, à l'image du FNDC, menacent eux aussi de descendre dans la rue pour s'opposer pacifiquement à une transition de longue durée.

Au regard de tout ce qui précède donc, un divorce est bel et bien à craindre entre le CNRD et les acteurs sociopolitiques du pays dans les semaines et les mois à venir. A méditer.

Kèfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège: Hamdalaye 2 C/Ratoma à côté de la mosquée Diakitéya - BP: 6184 Conakry - République de Guinée
Email: laigleinfos@gmail.com - Tél: (+224) 621 93 53 88 / 664 96 05 03

Directeur de Publication & Rédacteur en Chef Ali Kefina Diakité Tél: 224 621 93 53 88	Imprimeur Bilo Diaby Tél: +224 621 06 92 09
Sécretaire Général de la Rédaction Tidiane Diallo	Imprimerie Warh Business Groupe
Comité de Rédaction Aly Badara Condé, Tidiane Diallo, Jean Tiby Sangaré, Samory Keita, Ali Kefina Diakité	Distribution L'Aigle Infos/Maison du Livre
Service Commercial, marketing, abonnement, annonces & Pub Elie Tonguino	Mise en page Mohamed Lamine Camara Tél: (+224) 664 57 99 72 / 621 64 63 88
	Edité par: Kefina sarl (société de regie, d'édition et de communication)

Nombre de partis politiques

Le premier imam de Kankan fait une proposition au CNT

Les conseillers nationaux, qui font office de députés, sont en mission aussi bien dans les communes de Conakry qu'à l'intérieur du pays pour recueillir les préoccupations majeures des populations en vue de la rédaction d'une nouvelle constitution pendant cette transition dirigée par le colonel Mamadi Doumbouya.



Le vendredi dernier, à Kankan, la capitale de la Haute Guinée, les missionnaires du Conseil national de la transition (CNT) ont rencontré le premier imam de la grande mosquée de la ville. Par rapport à la prolifération des partis politiques (plus de 150), El Hadj Karamo Bangaly Kabana a fait une proposition au CNT dans ce cadre précis.

« C'est la division qui fait qu'aujourd'hui nous avons plusieurs partis politiques, sinon avoir une centaine de partis politiques n'apporte que le sabotage. Dans les grands pays comme les Etats-Unis d'Amérique, il n'y a que deux partis politiques, les Démocrates et les Républicains. Si on a moins de partis politiques dans

le pays, ça renforcera l'union. Actuellement, il y a des partis qui n'existent que par le nom, certains même n'ont pas de siège. Réellement, la pluralité des partis politiques en Guinée c'est la pagaille et le sabotage », a fait savoir le grand imam de Kankan, Elhadj Karamo Bangaly Kaba, par ailleurs inspecteur régional des Affaires religieuses de la Haute Guinée. Et de poursuivre en ces termes: « Faites en sorte que le nombre de partis politiques ne dépasse pas trois (3) au maximum, comme les trois couleurs du drapeau de la Guinée. Sinon à défaut deux partis politiques c'est bon. Si le gouvernement arrive à réduire les partis politiques c'est ça qui est mieux. Il faut vous battre pour réduire le nombre des partis. ».

Reste à savoir maintenant si cette proposition du premier imam de Kankan sera prise en compte par le CNT, l'organe législatif de la transition. Attendons de voir...

Kèfina Diakité

Sékou Koundouno du FNDC

« Le gouvernement n'a pas de légitimité électorale... »

Sékou Koundouno est le responsable des stratégies et planification du FNDC. Réagissant à la sortie du chef de la diplomatie guinéenne, Dr Morissanda Kouyaté, sur la dernière mission conjointe CEDEAO-ONU, il a martelé dans une tribune publiée dans la presse le mardi 1er mars que le gouvernement doit comprendre qu'il ne peut pas décider de tout, tout seul.

« Nous avons appris avec un grand étonnement que le ministre des Affaires étrangères, monsieur Morissanda Kouyaté, a déclaré que la mission ONU-Cédéao actuellement à Conakry n'était là que pour rencontrer les autorités de transition et non les partis politiques et les organisations de la société civile. Une telle déclaration nous surprend. Nous nous demandons sur quoi elle se fonde.

Les missions des organisations internationales sont destinées à faire le point sur la situation du pays et à discuter des

perspectives, notamment la publication du chronogramme de la transition, le projet de Constitution et l'organisation des élections. Ces missions sont destinées à rencontrer tous les acteurs du processus, et pas seulement les autorités en place. Rappelons que le gouvernement n'a pas de légitimité électorale, il se doit donc de composer avec l'ensemble des forces de la nation.

Le rôle d'un gouvernement n'est pas de décider qui peut et qui ne peut pas rencontrer les missions internationales. Ce sont à ces dernières d'évaluer qui sont les

interlocuteurs avec qui elles jugent bon d'échanger. Le gouvernement est certes le garant de la charte de la transition et du bon déroulement de la transition. Pour autant, il doit comprendre que la Guinée n'est pas une dictature et qu'il ne peut pas décider de tout, tout seul. », a écrit Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC.

Kèfina Diakité

Lansana Kouyaté à l'AG du PEDN

« **Pressons-nous lentement, avec discernement,...** »

Lansana Kouyaté, le président du PEDN, a mis à profit l'assemblée générale de son parti qui s'est tenue le samedi 5 mars 2022 pour réagir à la récente visite d'une délégation conjointe CEDEAO-ONU et aux menaces de manifestations brandies par certaines plateformes de la société civile, dont le FNDC.



« Comme je le dis souvent, avec discernement, sans magasin de porcelaine. De pressons-nous lentement, rentrer un éléphant dans un toutes les façons, aucune

transition ne réussira si ce n'est pas dans le calme. Si ce n'est pas dans le calme, alors demain, ceux qui viendront hériteront d'une situation abominable, ce n'est pas ce que je souhaite », a indiqué l'ancien Premier ministre Lansana Kouyaté, président du PEDN.

A propos de la visite des émissaires de la CEDEAO et des Nations unies qui n'ont pas pu rencontrer les politiques et la société civile, il dira ceci : « je connais la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et les Nations unies, ensuite les représentants qui sont venus. Si ces deux (2) organes avaient su jouer leur rôle, car

ce sont des choses qui se règlent facilement, je vous le dis en fonction de ce que je sais. Ces rencontres-là se préparent en amont, vous convenez de tout, ou vous êtes tombés d'accord ou vous n'êtes pas tombés d'accord... Je vous parle de façon générale, la CEDEAO ne peut pas ne pas vouloir rencontrer les politiques mais je ne suis pas dans le secret des dieux car je ne suis en contact avec personne. S'il n'y a pas eu rencontre avec nous, et que la CEDEAO soit repartie après la rencontre avec les autorités, elle doit alors pouvoir tirer les leçons de ce qui s'est passé ici »

Tidiane Diallo

Durée de la Transition

Les exigences du FNDC

Dans un communiqué publié dans la presse, le FNDC monte au créneau et brandit la menace des manifestations de rue pour exiger une transition de courte durée.



« La Coordination Nationale du FNDC a été interpellée par l'opinion publique sur le document qui circule portant chronogramme de la transition guinéenne. La Coordination Nationale du FNDC confirme l'authenticité de ce document (qui sera soumis au CNT les prochains jours) sur la base des

informations en sa possession. La Coordination Nationale du FNDC fidèle à ses engagements et ses principes informe l'opinion nationale et internationale qu'elle s'opposera avec détermination à toute idée d'une transition longue. La Coordination Nationale du

FNDC invite les citoyens à rester mobilisés pour une éventuelle reprise des manifestations pacifiques citoyennes à l'effet de sauver la transition en cours. La Coordination Nationale du FNDC invite le président de la transition, colonel Mamady Doumbouya, à prendre ses responsabilités pour remettre la transition sur les rails à défaut d'être tenu pour le seul responsable de tout ce qui adviendra des conséquences du dérapage de la transition. La coordination nationale du FNDC rappelle que sur la base de l'article 77 de la charte de la transition, il est urgent d'ouvrir un dialogue entre le CNRD et les Forces Vives de la Nation pour s'accorder sur la durée de la transition. Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons», a écrit la Coordination Nationale du FNDC.

Kéfina Diakité

AG de l'UFR

Saïkou Yaya Barry rassure les militants que Sidya Touré récupérera sa maison après la transition

Lors de l'assemblée générale de l'UFR qui s'est tenue le samedi 05 mars, son secrétaire exécutif, Saïkou Yaya Barry, a rassuré les militants que leur leader, Sidya Touré, récupérera bel et bien sa maison de la Minière après la transition.

« Ils ont pris la maison de Sidya Touré par la force des armes. La suite c'était à l'aéroport. Ils voulaient l'empêcher de sortir du pays. Mais comme il n'y avait pas de raison nécessaire, on l'a laissé sortir..Ils avaient déjà donné des instructions à l'aéroport de ne pas le laisser sortir. Parce qu'ils voulaient qu'il y ait accrochages pour qu'ils collent à notre leader des accusations comme rébellion à l'autorité. Heureusement que le président Sidya Touré a eu l'intelligence de demander à tous ses militants de rester tranquilles et laisser la justice

faire son travail. Sidya Touré a dit je ne veux pas qu'un Guinéen perde sa vie à cause d'un bien matériel. Pour moi, la vie d'un Guinéen est supérieure à tous les biens que je possède », a révélé le secrétaire exécutif de l'UFR, Saïkou Yaya Barry.

Concernant la maison de la Minière qui, selon lui, serait une propriété de Sidya Touré, il dira ceci : « Je vous promets qu'il la récupéra après la transition. Et, tout ce qu'ils prendront comme décision aujourd'hui risque d'être mis à l'écart après la transition. »

Tidiane Diallo

CRIEF

Le procureur Aly Touré menacé !

Invité le jeudi 3 mars dans l'émission «Mirador» de FIM FM, le Procureur Spécial de la CRIEF, Aly Touré, qui poursuit actuellement les présumés auteurs de détournements de deniers publics sous l'ancien régime, a déclaré qu'il aurait reçu des menaces de mort.



Qui en veut au Procureur Spécial de la Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières (CRIEF), Aly Touré? C'est la question que tous les observateurs se posent suite aux menaces de mort que ce dernier aurait reçues hier nuit chez lui à travers des bouts de

papier sur lesquels il est clairement écrit «vous avez touché à l'intouchable. Une balle suffira».

Invité le jeudi 3 mars dans l'émission «Mirador» de FIM FM, le Procureur Spécial de la CRIEF, Aly Touré, qui poursuit actuellement les présumés auteurs de

détournements de deniers publics sous l'ancien régime, a expliqué ceci: «aux environs de 5h 30 minutes, quand je me suis réveillé, j'ai allumé la lampe au niveau du couloir. Mon attention a été attirée par des bouts de papier qui étaient juste en bas de la porte. J'ai pensé même que c'est

mon jeune frère qui a laissé tomber ses documents. Alors j'approche, je trouve vraiment que c'est des papiers écrits, et c'était des 2 côtés de la porte. Il y a une partie qui était à l'intérieur et l'autre partie était à l'extérieur. Donc j'ouvre la porte pour savoir de quoi il s'agit et curieusement sur ces écrits il était mentionné des menaces comme: vous avez touché à l'intouchable, une balle suffira. Des choses comme ça. Immédiatement, j'ai appelé les services de sécurité. Il y a un commissariat à côté de moi qui n'est pas loin, j'ai appelé le commissariat central de Ratoma, ils ont dépêché des officiers pour venir faire le constat. J'ai appelé Monsieur le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, pour lui faire le cas. Et on a pris un huissier pour venir faire le constat. Et celui-ci vient de finir son travail et moi je suis au bureau.»

Aly Touré dit par ailleurs ne pas connaître celui où ceux qui seraient à l'origine de ces menaces proférées contre sa

personne. «Honnêtement, je ne peux pas vous dire qui est à l'origine de ces menaces mais ce qui est évident je sais que c'est lié à mon travail et rien d'autre. Mais je ne peux pas vous dire exactement c'est un tel ou un tel. Je ne peux pas lier ça à quelqu'un. Mais au fond de moi, je suis serein, je suis imperturbable, ce sont des choses qui ne peuvent pas m'ébranler. Le travail que je fais, je le fais pour le peuple de Guinée. C'est un engagement personnel et un sacrifice qu'on est en train de consentir. Pour rien au monde, on ne pourra me décourager dans ce cadre-là», ajoutera-t-il.

Espérons que les autorités de la transition prendront toutes les dispositions nécessaires pour assurer, de façon permanente, la sécurité de ce procureur qui mène une mission à haut risque dans l'intérêt de la nation tout entière.

Kéfina Diakité

Activités présidentielles

Le colonel Mamadi Doumbouya en visite à Forécariah

Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, était le vendredi dernier du côté de Forécariah pour rendre visite aux Forces Spéciales basées dans cette préfecture. Il en a profité pour s'acquitter de son devoir religieux avec les fidèles musulmans et tester certainement sa popularité auprès des citoyens à la base.

Depuis un certain temps, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, multiplie les sorties pour tester, disent des observateurs, sa popularité auprès des Guinéens. Le 28 janvier, le colonel Mamadi Doumbouya est allé prier à la Mosquée turque de Bambeto, dans la commune de Ratoma, considérée à juste titre comme le fief de l'ancienne opposition incarnée par l'UFDG de Mamadou Cellou Dalein Diallo. Le Chef de l'État et sa délégation ont été accueillis chaleureusement aussi bien à la mosquée que sur tout le long du trajet. Le 9 février, il s'en est rendu compte à la casse de Dixinn Gare (fief du RPG Arc-en-ciel du professeur Alpha Condé) où il a eu droit à un tonnerre d'applaudissements des

jeunes trouvés sur place.

Comme indiqué plus haut, le vendredi 4 mars, il a fait l'objet d'un accueil enthousiaste dans la préfecture de Forécariah. Pour ce dernier cas, c'est un retour à la source. Le tombeur d'Alpha Condé reste-t-il toujours populaire dans tout le pays? C'est la question que beaucoup se posent. En tout cas, les résultats d'une enquête menée récemment par l'Institut national d'études et de sondages (IGES) indiquent que 70% des Guinéens interrogés font confiance au président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya. Mais avec les derniers développements de l'actualité nationale, il y a à se demander si cette perception n'a pas changé. Beaucoup craignent en fait un divorce



imminent entre le CNRD et la classe politique qui continue de réclamer vainement la mise

en place d'un cadre de dialogue pour donner toutes les chances de succès à cette

transition.

Tidiane Diallo

Ukraine

Le colonel Mamadi Doumbouya offre 100 mille dollars aux Guinéens en difficulté

Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a offert 100 mille dollars aux ressortissants guinéens en difficulté en Ukraine. C'est Dr Morissanda Kouyaté, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'Etranger, qui en a fait l'annonce le vendredi, 04 mars 2022.



L'invasion de l'armée russe en Ukraine a mis des milliers de personnes, notamment des étrangers, dans une situation plutôt inconfortable, voire intenable. Parmi eux, il y a de nombreux ressortissants guinéens qui traversent actuellement des moments particulièrement difficiles. Une situation qui ne saurait laisser indifférentes les autorités de Conakry. Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a ainsi pris la bonne décision d'offrir 100 mille dollars aux ressortissants guinéens en difficulté en Ukraine. C'est Dr Morissanda Kouyaté, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'Etranger, qui en a fait l'annonce le vendredi, 04 mars 2022.

« Nous traversons actuellement une crise migratoire en Ukraine, où des milliers de personnes, parmi lesquelles des centaines de Guinéens font face à des défis

migratoires majeurs, même si la plupart de nos compatriotes sont déjà hors de danger dans des pays limitrophes comme la Pologne. Convaincu que nous ne pouvons pas continuer à faire porter par nos seuls partenaires toute la prise en charge de nos concitoyens dans de pareilles circonstances, je suis heureux d'annoncer que le Président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a octroyé 100.000 Dollars, soit près d'un milliard de francs guinéens, pour subvenir aux besoins primaires des Guinéens en sérieuse difficulté en Ukraine », a confié Dr Morissanda Kouyaté, le ministre guinéen des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'Etranger. Il a par ailleurs demandé à la Cellule de crise de faire parvenir ce montant aux bénéficiaires, avec une rigueur totale dans sa gestion.

Kèfina Diakité

AG de l'UFDG

Cellou Dalein Diallo revient sur le cas de son domicile de Dixinn

Le samedi 5 mars 2022, l'UFDG a tenu son assemblée générale hebdomadaire. Une occasion que son président, Cellou Dalein Diallo, a mise à profit pour revenir entre autres sur le cas de son domicile de Dixinn qu'il a dû quitter, suite à une décision du Patrimoine Bâti public.



Dans son intervention, le président de l'UFDG, sans ambages, fera part de son indignation par rapport à cette situation qui continue de faire couler des flots d'encre et de salive dans le pays.

« Cette indignation et ce soutien sont venus de partout, de toutes les formations politiques, de toutes les catégories socioprofessionnelles, des Guinéens de l'intérieur comme de l'extérieur. Certains se sont déplacés vers mon domicile pour exprimer leur indignation et leur soutien. Je voudrais ici en votre nom, devant les militants et les responsables du parti qui ne sont pas là exprimer mes sentiments profonds et de reconnaissance, et de gratitude. », a martelé le chef de file de l'UFDG. Et d'ajouter : « Grâce à notre communication, tous les Guinéens sensibles à l'injustice ont marqué leur soutien au président de l'UFDG, au parti, et à sa

famille. Donc au lieu que nous soyons humilié, nous avons été grandi. Parce que les faits sont là pertinents, ils ont mal choisi le dossier, puisque dans ce dossier il n'y avait absolument rien à dire. Je ne reviens pas sur ça, ça c'est le passé. Mais simplement, on essaye de dire quel était l'objectif visé. On vous dit de sortir d'un bâtiment que vous avez acquis dans toute la légalité et que le même patrimoine bâti qui a vendu, qui a encaissé mon chèque et qui m'a fait la quittance (...). C'est ce même patrimoine qui m'écrit pour me dire de quitter le bâtiment. Donc ces anomalies ont été relevées. Tout le monde a compris l'achat au prix du marché, le paiement effectué parce qu'on a vérifié l'authenticité de tous les dossiers. Tout était là, je ne vais pas insister là-dessus... Pour moi ce qui m'intéresse c'est mon honneur. Je suis consultant dans plusieurs organisations internationales, je suis invité à toutes les conférences, je suis

premier vice-président de l'Internationale Libérale. Lorsqu'on salit mon image ces gens-là me font confiance. Pourquoi moi ? Il y a beaucoup de cadres, lorsqu'on affirme dans la presse que je me suis emparé d'un bien de l'Etat dans les conditions irrégulières, voyez le préjudice que ça m'a fait. Mais c'est pas les organisations internationales qui me consultent ou qui m'invitent à toutes les réunions ; ce qui m'intéressait de plus, c'était le peuple de Guinée qui a exprimé sa confiance d'abord en 2010. Vous imaginez les résultats officiels, 44% de suffrage de Guinéens en ma faveur, c'était une grande confiance. Et il y avait à peine 2 ans que j'avais commencé à faire la politique. Alors, on a cherché à expliquer ça, on a mis de côté la vraie explication... il n'y a rien qui m'est plus cher que cette confiance. Je ne sais pas trahir les confiances. »

Tidiane Diallo

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu.

Ministère des Affaires étrangères

L'opposant Diaby Doré descend en flammes le ministre Morissanda Kouyaté

Les péripéties de la dernière mission conjointe CEDEAO-ONU ont fait réagir la classe politique. C'est le cas de Diaby Doré, le président du parti Rassemblement pour la République (RPR) et vice-président de l'ANAD, qui, dans un entretien accordé jeudi à Mediaguinee, n'a pas mis de gant pour descendre en flammes le ministre guinéen des Affaires étrangères, Morissanda Kouyaté, pour n'avoir pas accepté une rencontre entre les missionnaires et les acteurs sociopolitiques.



« Le prix Nelson Mandela, il doit se retourner encore sur le banc de la diplomatie. Il fait la honte de la Guinée. Il ne connaît pas son travail. Il ne peut pas interdire à une mission conjointe de rencontrer la classe politique. Les missionnaires étaient venus pour faire une évaluation de la transition. Et qui parle de transition, de l'évaluation de la transition, forcément il faut rencontrer les acteurs politiques.

Nous, nous avons reçu la lettre de la CEDEAO, des Nations unies pour nous dire qu'ils veulent nous recevoir. Mais après on voit un ministre des Affaires étrangères pour dire que la mission n'est pas venue pour eux, qu'elle est venue uniquement pour rencontrer les autorités. Nous, nous sommes là et ce que nous attendons c'est la finalité de la transition qui doit aboutir à des élections libres et indépendantes. Mais il faut rappeler que cette transition ne

doit pas durer. Les nouvelles autorités doivent comprendre que la transition, ce n'est pas pour le développement mais pour l'organisation crédible des élections. », a déclaré Diaby Doré. Il s'est aussi prononcé sur la récupération, par l'Etat, des domiciles des Premiers ministres Sydia Touré et Cellou Dalein Diallo. « Vous avez dit que la boussole de votre pouvoir c'est le droit par rapport à des actions que vous allez mener. Je ne suis pas contre la récupération des domaines de l'Etat, mais la manière et la forme. Moi je vois ça comme un acharnement, une haine, contre des personnalités. Ce sont les personnes qui ont servi l'Etat à un moment donné, ils méritent respect et considération. Franchement, c'est une déception qui n'honore pas le pays. Alors il faut mettre de la forme », dit-il.

Tidiane Diallo

Conseil des ministres

Les recommandations et décisions de la session ordinaire du jeudi 03 mars 2022

La Session Ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue ce jeudi 03 Mars 2022 de 10H à 12H, sous la haute autorité de son Excellence Monsieur le Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA.



Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour :

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA TRANSITION.

II. COMPTE RENDU DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL INTERMINISTERIEL DU MARDI 01 MARS 2022.

III. RECOMMANDATIONS ET DECISIONS

IV. DIVERS

Suite au drame qui est intervenu à KOUNSITEL dans la Préfecture de Gaoual et qui a affligé toute la Nation, le Président de la Transition le Colonel Mamadi DOUMBOUYA a entamé sa communication par la présentation des condoléances et celles de la Nation entière aux parents des victimes.

Face à un tel drame, le Président se tient aux côtés des familles des victimes pour partager leur douleur et leur peine. Il charge le Premier Ministre d'apporter son soutien et celui du Gouvernement aux victimes.

Son Excellence Monsieur le Président de la Transition a fait part de sa grande et réelle satisfaction pour le calme et la sérénité observés lors des premières exécutions des mesures prises par

le CNRD et le Patrimoine Bâti Public relatives à la récupération des domaines de l'Etat.

Il a félicité tous les intervenants de cette opération grande nature pour leur professionnalisme. Il a réitéré sa détermination à poursuivre l'opération jusqu'au bout et ce dans le respect de la procédure et l'examen minutieux des dossiers au cas par cas.

Le Président de la Transition a pris connaissance de l'état d'avancement des négociations relatives à la construction des infrastructures du projet Simandou (Chemin de fer et port). Il a été informé qu'à date, les parties ne sont pas parvenues à un accord. Le Colonel Mamadi Doumbouya a instruit le Premier Ministre de réunir tous les ministres sectoriels ainsi que les partenaires pour trouver un accord qui préserve les intérêts de la Guinée et des autres parties.

Le Président de la Transition a relevé la nécessité d'améliorer le panier de la ménagère guinéenne. A cet effet, il a interpellé le Ministre du Commerce et l'ensemble du pool économique afin qu'ils inversent la tendance. Des propositions concrètes sont attendues au prochain conseil interministériel. Toujours dans

le légitime souci d'améliorer les conditions de vie des populations, le Chef de l'Etat a invité le même Ministre de l'Industrie à faire l'inventaire de l'ensemble des unités industrielles afin de trouver des mécanismes incitatifs à leur relance.

Le Colonel Mamadi Doumbouya est revenu sur l'extension et l'amélioration des services du Port autonome de Conakry. Ces projets devront être érigés en priorités présidentielles par le Ministre des Infrastructures et des Transports.

Le Chef de l'Etat a rappelé que l'achèvement des travaux des voiries urbaines doit être effectif avant la saison des grandes pluies.

Le Président de la Transition a invité le Gouvernement à réfléchir sur les conséquences de la guerre en Ukraine sur l'économie nationale.

Il a souhaité un Bon carême aux fidèles chrétiens qui ont débuté leur obligation religieuse.

Le Colonel Mamadi Doumbouya a conclu son message en souhaitant bonne fête aux femmes à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes qui sera célébrée le 08 mars prochain.

(Suite page 7)

Conseil des ministres

Les recommandations et décisions de la session ordinaire du jeudi 03 mars 2022

II. AU TITRE DU DEUXIÈME POINT À L'ORDRE DU JOUR

Le Premier Ministre a évoqué les sujets de préoccupations liées à la vie chère notamment les répercussions que peuvent avoir sur les prix intérieurs les événements en Ukraine et la pandémie du COVID. Le Premier Ministre a ainsi réitéré la nécessité d'anticiper sur ces situations et a recommandé qu'une présentation soit préparée par le Pool économique la semaine prochaine.

Le Chef du Gouvernement a informé le Conseil de la reprise de la collaboration avec la Banque mondiale. Ce retour marque en effet, la reprise des activités avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers de la Guinée. Ainsi le Chef du Gouvernement a exhorté les membres du gouvernement à réviser nos modèles d'opérations afin d'accélérer la mise en œuvre rapide des projets et d'assurer l'absorption des financements importants mis à la disposition du pays.

Enfin, le Premier Ministre s'est réjoui du bon déroulement de la mission conjointe CEDEAO-ONU en Guinée.

Le Ministre de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables a fait une communication relative à la commémoration de la journée internationale des femmes, le 08 mars 2022 ainsi que les dispositions relatives à la célébration de cette journée.

Elle a indiqué que la Communauté Internationale a placé la Journée de ce 08 mars 2022 sous le thème « Atteindre l'égalité des sexes et l'Autonomisation de toutes les femmes et filles dans le contexte des politiques et programmes relatifs au changement climatique, à l'environnement et à la réduction des risques de catastrophes ».

Afin de conférer à la célébration de cette journée toute la solennité requise, elle a souligné l'ambition de placer ces festivités sous le haut patronage de son Excellence Monsieur le Président de la Transition.

Le Ministre de l'Économie, des

Finances et du Plan a fait une communication relative à la présentation du processus de la commande publique.

Il a rappelé que la structure en charge du contrôle des marchés publics est placée sous l'autorité de son Ministère et s'occupe du contrôle a priori et a posteriori des procédures de passation des marchés publics et des partenariats public-privé. Il a évoqué les règles relatives aux passations et a expliqué que celles-ci sont régies par les appels d'offres. Cette procédure est complétée par le recours au gré à gré et la consultation restreinte dans les conditions spécifiques.

Conformément aux recommandations issues du Conseil des Ministres du jeudi 24 février 2022 relative à la mise en place des mesures d'accompagnements des fonctionnaires retraités, le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire a fait une communication relative à la proposition de solutions pour l'attribution de terrains aux Fonctionnaires de l'État ayant fait valoir leurs droits à la retraite en 2021. Il a souligné l'instruction faite à son département par le Président de la Transition relative à la situation des parts revenant à l'État dans les différents aménagements de terrains en vue de doter les fonctionnaires partants à la retraite d'un terrain pour services rendus à la nation. Il a énuméré les critères de sélection des futurs bénéficiaires et sollicité le concours du Ministère de la Fonction Publique pour la mise à disposition de la liste des retraités classée par catégorie.

Il a informé le Conseil de la disponibilité des terrains à Conakry dans les zones en cours d'aménagement notamment à Sonfonia et Tayaki qui est de 11 565 Parcelles et à l'intérieur du pays pour environ 2 000 parcelles.

III. RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS

Le Conseil a recommandé au Ministre de la Promotion féminine :

- D'organiser des journées de mobilisation sociale au Palais du Peuple et dans les 7

régions administratives. Dans ce contexte, mettre en œuvre de façon concrète des activités génératrices de revenu en faveur des groupements de femmes. Ces activités peuvent concerner le reboisement, l'assainissement, l'agriculture ou d'autres activités ;

- De mettre à profit cette journée pour célébrer certaines figures féminines de notre histoire et faire un bilan exhaustif de ce qui a été fait en matière d'émancipation des femmes.

Le Conseil a recommandé au Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan de :

- Respecter la loi sur les marchés publics dans un souci de transparence ;
- S'appuyer sur les souplesses qu'offrent la loi en matière de passation des marchés publics comme le recours au gré à gré et à la consultation restreinte dans les conditions spécifiques ;
- S'assurer du respect des délais requis pour les avis de non objection afin de fluidifier les procédures de passation des marchés. Dans ce sens, prendre une note circulaire afin de faire respecter les délais ;
- Élaborer un plan de passation prévisionnel des marchés par les ministères afin de maîtriser toutes les chaînes de décision relative à la validation finale du marché.

Le Conseil a également recommandé au Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire de :

- Mettre en place la Commission interministérielle pour l'attribution des terrains. Cette commission est composée des ministères en charge de l'Urbanisme, de la Santé, de la Défense, du Transport, de l'Administration du Territoire de l'Énergie, et le Secrétariat Général de la Présidence de la République. Elle sera chargée d'initier la réflexion sur la question des retraités et produira un rapport avec des recommandations pratiques dans un délai d'une semaine.

Le Conseil a recommandé au Ministre de la Sécurité et de la Protection civile de :

- S'assurer de la reprise de

fournitures des passeports par le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile courant Mars 2022.

IV. AU TITRE DES DIVERS

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile a rendu compte de sa mission en Malaisie relative à l'exécution d'une des recommandations du Conseil des ministres concernant la situation contractuelle avec la Société IRIS titulaire du contrat de production des passeports biométriques. Après les discussions avec les dirigeants de la Société IRIS, il a été constaté que la rupture de la délivrance des passeports est due à un dysfonctionnement entre la Société IRIS et ses sous-traitants.

Au regard du caractère contraignant du contrat qui lie le gouvernement à cette société jusqu'en 2028, il est suggéré de reprendre la collaboration dans les conditions nouvelles de manière à assurer un approvisionnement fluide des passeports. Il a ainsi été convenu que la Société IRIS fournisse un lot de 40 000 carnets dont 3 000 immédiatement.

En ce qui concerne les autres aspects de la collaboration, les responsables de IRIS sont attendus en Guinée à brève échéance.

La Ministre de la Pêche et de l'Économie maritime a informé le Conseil de la venue prochaine d'une délégation de l'Union Européenne pour la reprise de nos exportations vers cette région. Elle a suggéré que l'occasion soit mise à profit pour signer un nouvel accord.

Le Ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire a informé le Conseil de la décoration prochaine des lauréats du concours Miss Mathématiques par le Président de la Transition.

Le Ministre Secrétaire Général du Gouvernement a rendu compte de l'organisation les 25 et 26 février derniers du Séminaire gouvernemental des secrétaires généraux et Chefs de cabinet qui s'est bien déroulé.

Conakry, le 3 mars 2022

Ousmane Gaoual DIALLO, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, Porte-Parole du Gouvernement.

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.



Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu.

Terrorisme

27 soldats tués dans une attaque jihadiste dans le centre du Mali

Une attaque jihadiste contre un camp de l'armée malienne dans le centre du pays a fait 27 morts vendredi parmi les soldats et plusieurs dizaines de « terroristes » ont été « neutralisés », a annoncé l'armée dans un communiqué.

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière rapportée contre les forces maliennes depuis plusieurs mois.

Elle s'est déroulée vendredi matin vers 05H30 GMT, au camp de dans le centre du Mali, faisant également fait 33 blessés, dont 21 graves, et sept « portés disparus » parmi les soldats, selon la même source.

Selon l'armée, 47 assaillants ont été « neutralisés » dans la matinée et 23 autres l'ont été à la suite d'un « ratissage sur les sanctuaires terroristes ».

Un deuil national de trois jours à compter de samedi a été décrété par le gouvernement malien.

Cette attaque survient en pleine reconfiguration militaire. Au cours des derniers mois sont arrivés au Mali de nombreux renforts présentés par les autorités maliennes comme des instructeurs russes et par les Occidentaux comme des mercenaires. La France et ses alliés européens au sein du regroupement de forces spéciales Takuba viennent, eux, d'annoncer leur retrait militaire du Mali.



Sur fond de vives tensions diplomatiques entre la junte au pouvoir depuis 2020 et certains des partenaires du Mali, au premier rang desquels la France, l'armée malienne ne cesse depuis des semaines de proclamer les succès contre les jihadistes.

L'armée malienne revendique la mort de dizaines de jihadistes ces derniers mois. Un communiqué publié cette semaine assurait que « la peur (avait) changé de camp,

l'ennemi est en fuite vers les frontières ou en dissimulation dans la population ».

Ces informations sont difficilement vérifiables faute d'accès au terrain ou de sources pouvant s'exprimer.

Vendredi, plusieurs sources au Mali avaient indiqué à l'AFP qu'une attaque avait fait de nombreux morts à Mondoro.

Une source militaire française sous couvert de l'anonymat avait indiqué à l'AFP que le bilan de cette attaque menée par plusieurs centaines de jihadistes avait fait entre 40 et 50 morts.

La source affirmait que 21 véhicules avaient été saisis par les jihadistes, dont plusieurs blindés.

En outre, selon cette même source, « les FAMA (Forces armées maliennes) n'ont pas demandé

l'appui de (la force française antijihadiste) Barkhane ».

-Propagation jihadiste-

Le camp de Mondoro, proche de la frontière avec le Burkina Faso, a été à plusieurs reprises par le passé la cible d'attaques de groupes jihadistes qui opèrent dans la zone depuis plusieurs années. Les habitants dénoncent une situation de blocus imposé par les jihadistes, malgré la présence de l'armée.

Une opération contre le camp et celui de Boulkessi, proche, avait fait une cinquantaine de morts parmi les soldats en septembre 2019.

Depuis 2019, le village de Mondoro est isolé et les télécommunications sont des plus aléatoires.

Le camp se trouve dans l'un des principaux foyers de la violence qui, partie du nord du Mali avec des insurrections indépendantiste et jihadiste en 2012, s'est étendue au centre et au Burkina et au Niger voisins.

Deux tiers du territoire malien échappent au contrôle de l'Etat. La

propagation jihadiste, sous affiliation d'Al-Qaïda ou de l'organisation Etat islamique, commence à toucher plus au sud, la Côte d'Ivoire ou le Bénin par exemple, menaçant de gagner le Golfe de Guinée.

Les agissements jihadistes, conjugués aux violences intercommunautaires, aux actes crapuleux mais aussi aux exactions de l'armée, ont fait des milliers de morts, civils et militaires, et des centaines de milliers de déplacés. L'insécurité contribue à l'instabilité politique. Après le Mali à deux reprises depuis août 2020, le Burkina Faso a été le théâtre d'un putsch en janvier dernier.

Plus de 30 soldats avaient été tués en mars 2021 à Tessit dans une telle opération, revendiquée par l'organisation Etat islamique.

Toutefois, au cours des derniers mois, les pertes humaines effectivement rapportées dans les rangs de l'armée avaient diminué.

Afp

Guerre en Ukraine

A Bangui, manifestation de soutien à la Russie

En République centrafricaine, plusieurs dizaines de personnes se sont réunies samedi matin 5 mars dans la capitale Bangui pour afficher leur soutien à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine.

Le 2 mars dernier, l'Assemblée générale de l'ONU a voté une résolution condamnant l'invasion russe en Ukraine. La Centrafrique s'est alors abstenue, comme le Mali, l'Afrique du Sud et 14 autres pays africains. Mais les autorités de Bangui n'ont, pour l'heure, pas pris de position officielle sur le sujet.

Depuis 2018, des paramilitaires russes combattent aux côtés des Forces armées centrafricaines (FACA) contre les groupes armés. Officiellement, la Russie reconnaît quelques 1 300 instructeurs venus former l'armée centrafricaine. Mais selon l'ONU, il s'agirait en réalité de mercenaires employés par la société militaire privée Wagner qui se seraient rendus coupables de graves violations des droits de l'homme sur les civils à travers le pays.

Selon RFI, lors de la manifestation pro-russe du samedi, des banderoles et des pancartes affichaient les slogans « Russie + RCA = amitié », « Russie et Centrafrique contre le nazisme » ou encore « C'est la faute de l'Otan ».

À l'initiative de ce rassemblement, Galaxie nationale, une association réputée proche du pouvoir. Son président Blaise-Didacien Kossimatchi a harangué la foule, expliquant que l'Ukraine avait provoqué le conflit, avant d'accuser la France de « vouloir assassiner le président Touadéra ». S'en sont suivis des applaudissements, puis l'hymne national.

« On est là pour soutenir la Russie puisqu'elle nous a défendus contre les rebelles », explique un organisateur. « La France n'a rien fait mais la Russie nous a sauvés », renchérit un jeune homme.

Dans la foule, beaucoup d'enfants au premier rang. Un groupe de jeunes femmes agitait des fanions: « Je ne sais pas trop ce qui se passe là-bas, mais on m'a dit de venir », explique l'une d'entre elles. Puis, cet étudiant qui passait à proximité, nous a confié ses craintes de voir la guerre en Europe avoir des conséquences, notamment économiques dans son pays, rapporte RFI.

RFI

Présidentielle en France

Quelle campagne pour Emmanuel Macron?

L'annonce de la candidature d'Emmanuel Macron fait entrer la campagne dans une nouvelle phase que ses adversaires attendaient avec impatience. Mais la question est de savoir de quelle manière le président sortant va participer à la bataille électorale.

Une campagne éclair, une campagne « contrainte », les équipes autour d'Emmanuel Macron ont déjà intégré qu'il allait falloir « s'adapter ». Les hommes du président sont prêts : le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, le conseiller en communication Clément Léonarduzzi, Julien Denormandie est prépositionné pour devenir directeur de campagne et devrait quitter le gouvernement, comme Sébastien Lecornu ou Gabriel Attal, appelés à rejoindre le QG de campagne. Un petit remaniement pourrait donc avoir lieu à la suite de ces changements, certainement avec une réattribution des portefeuilles à d'autres ministres déjà au gouvernement.

Sobriété

La guerre en Ukraine a bouleversé tous les plans envisagés pour la campagne en faisant de la sobriété un impératif. D'abord sur la forme de l'annonce. Le choix d'une lettre publiée dans la presse quotidienne régionale visait à jouer la proximité et à ne pas interférer avec l'allocution solennelle prononcée la veille

par un Emmanuel Macron, chef de l'État et seulement chef de l'État, pour informer les Français sur la situation en Ukraine. Sobriété aussi pour la déclinaison médiatique de l'entrée en campagne, à ce stade pas d'interview prévue juste un message sur les réseaux sociaux qui devrait suivre la lettre aux Français, explique l'entourage du candidat.

Pour les déplacements de terrain, tout est mouvant, rien n'est gravé dans le marbre. Le premier meeting qui aurait dû avoir lieu à Marseille ce week-end a été repoussé au moins d'une semaine. Un déplacement est envisagé lundi dans la région parisienne. Mais c'est bien le président qui a la priorité sur le candidat. Il fera campagne « quand son agenda le lui permettra », confie un proche qui ajoute : « Mais une campagne ça peut vivre de plein de manière », par exemple avec « des ambassadeurs ». Pas sûr que cela ravisse ses adversaires qui attendaient depuis des mois son entrée en campagne pour se confronter à lui et lui demander des comptes sur son bilan.

Une campagne à temps partiel

Dans sa lettre aux Français, Emmanuel Macron évoque sa campagne en s'excusant : « Je ne pourrai pas mener campagne comme je l'aurais souhaité en raison du contexte ». Et en faisant une promesse a minima : « Mais avec clarté et engagement, j'expliquerai notre projet ». Un projet qui intégrera les enseignements des différentes crises traversées durant le quinquennat et notamment la dernière, la guerre en Ukraine car, selon une ministre, « cette crise valide ce qu'il dit depuis longtemps sur la souveraineté ».

Emmanuel Macron va mener une campagne à temps partiel mais dans laquelle il part avec un avantage : tous les sondages le donnent largement en tête dans les intentions de vote pour le premier tour et vainqueur au second tour. Son défi sera de faire en sorte que la tendance ne s'inverse pas en gardant ses deux casquettes de président et de candidat. Comme l'explique un membre de son équipe, il va devoir concilier deux objectifs : « Le président doit protéger, le candidat doit proposer. »

RFI